

# Seine-et-Marne

November 13, 2020

## Communiqué de presse

TRADUCTION POUR INFORMATION - cette traduction est destinée à faciliter la compréhension de notre communiqué en langue anglaise publié sur notre site <http://www.standardandpoors.com> et est fournie à titre d'information uniquement.

## Facteurs clefs de notation

### Contexte et hypothèses

Une forte gestion financière permettra de limiter l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les performances budgétaires du Département.

- La pandémie devrait réduire la croissance des recettes de fonctionnement de la Seine-et-Marne.
- Un fort pilotage des dépenses de fonctionnement devrait atténuer l'impact de la hausse des dépenses sociales.
- Nous estimons que la Seine-et-Marne bénéficiera de la reprise de l'économie française à partir de 2022.

### Scénario central

Malgré une hausse des dépenses d'investissement, l'endettement du Département restera faible.

- Nous estimons que la pandémie contraindra les performances budgétaires départementales dès 2020.
- Les investissements devraient atteindre un niveau record dans les prochaines années.
- L'endettement devrait rester faible, et la liquidité restera très satisfaisante.

### Perspective

La perspective stable reflète notre scénario central selon lequel le Département maintiendra une maîtrise forte de ses dépenses. Nous anticipons que la Seine-et-Marne continuera de présenter un endettement faible, avec une dette consolidée représentant moins de 60% des recettes de

#### PRIMARY CREDIT ANALYST

**Hugo Soubrier**  
Paris  
hugo.soubrier  
@spglobal.com

#### SECONDARY CONTACT

**Stephanie Mery**  
Paris  
(33) 1-4420-7344  
stephanie.mery  
@spglobal.com

fonctionnement et une capacité de désendettement inférieure à 5 années.

### **Scénario pessimiste**

Si nous abaissions les notes ou la perspective de la République française ('AA/Stable/A-1+', non sollicitée), nous abaisserions également celles de la Seine-et-Marne. Nous pourrions également envisager une action négative sur les notes du Département en cas de relâchement de la gestion financière se traduisant par une forte hausse de l'endettement.

### **Scénario optimiste**

Nous n'anticipons aucun scénario réaliste pouvant se traduire par une action positive sur les notes de la Seine-et-Marne du fait des contraintes du cadre institutionnel des départements. Par ailleurs, toute potentielle action positive serait conditionnée à une action similaire sur les notes de la République française.

### **Synthèse**

Les notes de la Seine-et-Marne reflètent la forte gestion financière du Département qui lui permettra de présenter de très bons résultats financiers, et cela en dépit de la pandémie de COVID-19. Nous estimons que l'endettement du Département restera faible (la dette consolidée représentant moins de 60% des recettes de fonctionnement consolidées), tandis que la capacité de désendettement devrait rester inférieure à 5 années. Les notes de la Seine-et-Marne bénéficient également du profil socio-économique et de la liquidité très favorables.

### **Une forte gestion financière devrait limiter l'impact de la pandémie et de la réforme de la fiscalité locale**

Nous considérons que le Département fait preuve d'une grande transparence dans la communication de ses informations financières, d'une prospective financière réaliste, d'un pilotage budgétaire de qualité – notamment une stratégie prudente en ce qui concerne les DMTO. Nous notons également le suivi étroit des entités « satellites », ainsi que la gestion active, prudente et diversifiée de la dette et de la trésorerie. En dépit de la suspension de la contractualisation financière avec l'Etat, qui limitait la hausse des dépenses de fonctionnement, nous estimons que la stratégie financière restera identique. Par ailleurs, nous apprécions positivement l'engagement très fort de l'Exécutif et de l'Administration à préserver une situation budgétaire saine et à limiter la hausse de l'endettement par une forte maîtrise des dépenses, ainsi que leur capacité à prendre des décisions fortes en cas de besoin d'ajustement. Cet engagement a permis une baisse significative de l'endettement sur le récent mandat.

Nous pensons que cette forte gestion financière devrait permettre de limiter les contraintes émanant de la pandémie ainsi que de la réforme de la fiscalité locale. Cette réforme va retirer aux départements leur dernier véritable levier fiscal, la taxe foncière, qui sera transférée aux communes. Les départements seront compensés par une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée nationale, sans pouvoir de taux, et sans dynamique en 2021. Par conséquent, nous avons révisé la tendance en amélioration que nous avons attribuée au cadre institutionnel des départements, elle est désormais stable (voir Public Finance System Overview: French Departments And Departmental Syndicates, Feb. 24, 2020). La hausse attendue des dépenses sociales obligatoires pourrait également mettre le bloc départemental sous pression. Néanmoins, nous estimons que

la forte maîtrise budgétaire de la Seine-et-Marne devrait en atténuer l'impact sur ses performances budgétaires.

La Seine-et-Marne est située dans la Région Ile-de-France et a une population d'environ 1,4 million d'habitants. Ses indicateurs socio-économiques sont favorables en comparaison nationale et internationale. Le revenu médian disponible local est supérieur d'environ 10% au revenu médian disponible national, le taux de chômage est également inférieur à la moyenne française. De plus, nous estimons que les perspectives de croissance sont supérieures à la moyenne nationale. L'économie du Département est diversifiée et composée de secteurs tertiaires et industriels dynamiques.

### **Malgré une hausse des dépenses d'investissement, l'endettement restera faible et la liquidité sera très favorable**

Nous nous attendons à ce que le Département maintienne une solide performance budgétaire dans les années qui viennent, avec notamment un taux d'épargne brute supérieur à 11% en moyenne. En 2018-2019, l'épargne brute de la Seine-et-Marne a atteint 16% des recettes de fonctionnement en moyenne, associée à une capacité de financement représentant 5% des recettes totales, le Département s'est désendetté sur la période. Selon nous, les mesures de distanciation sociale contraindront les recettes de fonctionnement (notamment les droits de mutation à titre onéreux et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et entraîneront une hausse des dépenses de fonctionnement (en particulier le RSA). Néanmoins, nous estimons que le fort pilotage financier du Département permettra de contenir la détérioration de l'épargne brute.

Les dépenses d'investissement devraient atteindre une moyenne annuelle de 242 millions d'euros en 2020-2022, en hausse par rapport à 2018-2019 (192 millions d'euros en moyenne). Dès lors, la Seine-et-Marne devrait afficher de légers besoins de financement après investissement (2,5% des recettes totales en moyenne). En cas de nécessité, nous estimons que le Département pourrait décaler certains de ses investissements, mais sa flexibilité budgétaire est fortement amoindrie par la réforme de la fiscalité locale qui lui retire toute marge de manœuvre fiscale.

Par conséquent, nous nous attendons à ce que la dette consolidée (qui comprend la dette du SDIS et la dette directe du Département) augmente légèrement, comparée à son point bas de 2019, à 57% des recettes de fonctionnement consolidées en 2022. Ce niveau resterait tout de même inférieur à celui observé en 2018. Les charges d'intérêts se maintiendront à un niveau modéré autour de 1,0% des recettes de fonctionnement annuellement entre 2020 et 2022. De plus, nous estimons que la Seine-et-Marne sera en mesure de présenter structurellement une capacité de désendettement inférieure à 5 années (4,8 années en 2022 dans notre scénario central). Par ailleurs, nous considérons que les engagements hors-bilan sont importants (représentant plus de 60% des recettes de fonctionnement au travers d'un montant élevé de garanties d'emprunt et de la principale entité « satellite », Habitat 77) mais que les risques associés sont limités. En effet, ces engagements sont principalement liés au secteur du logement social, pour lequel nous estimons que l'environnement réglementaire et financier national limite les risques.

Selon nous, la gestion active de la trésorerie permettra au Département de maintenir une situation de liquidité très favorable. Au cours des 12 prochains mois, nous estimons que l'encours moyen disponible sur les instruments de trésorerie et le solde moyen de trésorerie couvriront plus de 120% du service annuel de la dette. De plus, S&P Global Ratings juge que le Département dispose d'un accès fort à la liquidité externe au travers de la souscription régulière d'instruments de trésorerie auprès d'un ensemble diversifié de banques et par l'utilisation de ses programmes de NEU CP et d'EMTN qui lui permettent l'accès aux marchés financiers.

## Principaux indicateurs financiers

Tableau 1

### Principaux indicateurs financiers du Département de Seine-et-Marne

(En millions d'euros)	--Scénario central--				
	2018	2019	2020 (SC)	2021 (SC)	2022 (SC)
Recettes de fonctionnement	1 271	1 316	1 294	1 267	1 313
Dépenses de fonctionnement	1 071	1 089	1 130	1 144	1 158
Épargne brute	200	227	164	123	154
Épargne brute (% recettes de fonctionnement)	15,7	17,2	12,7	9,7	11,7
Recettes d'investissement	36	61	56	65	61
Dépenses d'investissement	172	212	240	255	230
Solde de financement après investissements	63	76	-20	-68	-15
Solde de financement après investissements (% recettes totales)	4,8	5,5	-1,5	-5,1	-1,1
Remboursement du capital de la dette	86	100	70	71	71
Emprunts nouveaux	27	32	80	130	80
Solde final	4	7	-10	-9	-5
Dette directe en fin d'année	726	657	667	726	735
Dette directe (% des recettes de fonctionnement)	57,1	50,0	51,6	57,3	56,0
Capacité de désendettement (en années)	3,6	2,9	4,1	5,9	4,8
Dette consolidée en fin d'année	756	688	698	757	766
Dette consolidée (% des recettes de fonctionnement consolidées)	58,3	51,3	52,9	58,6	57,2
Charges financières brutes (% des recettes de fonctionnement)	1,3	1,1	1,0	1,1	1,0
PIB local par habitant (€)*	60 102	ND	ND	ND	ND
PIB national par habitant (€)*	35 303	36 216	33 345	36 121	37 599

SC - projections du scénario central de S&P Global Ratings, scénario le plus probable.

\*Données Eurostat pour la Région Ile-de-France.

Source : Comptes 2018-2019 du Département, retraités par S&P Global Ratings ; Projections S&P Global Ratings 2020-2022.

## Synthèse des scores

Tableau 2

### Synthèse des évaluations pour le Département de Seine-et-Marne\*

#### Facteurs clefs de notation

Cadre institutionnel	3
Économie	1
Gouvernance et gestion financières	2
Performances budgétaires	2

Tableau 2

**Synthèse des évaluations pour le Département de Seine-et-Marne\* (cont.)**

Liquidité	1
Poids de la dette	2
Qualité de crédit intrinsèque	aa
Note finale	AA

\*Les notes de S&P Global Ratings sur les collectivités locales sont fondées sur l'analyse de six principaux facteurs listés dans le tableau ci-dessus. La méthodologie "Methodology For Rating Local And Regional Governments Outside Of The U.S." publiée le 15 juillet 2019 indique comment ces six facteurs sont utilisés pour aboutir à la notation. Le cadre institutionnel est évalué sur une échelle allant de 1 à 6, 1 étant le score le plus élevé et 6 le plus faible. L'économie, la gouvernance et la gestion financières, les performances budgétaires, la liquidité et le poids de la dette sont évalués sur une échelle allant de 1 à 5, 1 étant le score le plus élevé et 5 le plus faible.

**Méthodologies et rapports associés**

- Criteria | Governments | International Public Finance: Methodology For Rating Local And Regional Governments Outside Of The U.S., July 15, 2019
- General Criteria: Methodology For Linking Long-Term And Short-Term Ratings, April 7, 2017
- Criteria | Governments | International Public Finance: Methodology: Rating Non-U.S. Local And Regional Governments Higher Than The Sovereign, Dec. 15, 2014
- General Criteria: Ratings Above The Sovereign--Corporate And Government Ratings: Methodology And Assumptions, Nov. 19, 2013
- General Criteria: Principles of Credit Ratings, Feb. 16, 2011
- France 'AA/A-1+' Ratings Affirmed; Outlook Stable, Oct. 2, 2020
- COVID-19: French Departments Face Marked Revenue Losses, While Regions Swerve Near-Term Fallout, May 28, 2020
- Public Finance System Overview: French Departments And Departmental Syndicates, Feb. 24, 2020

Copyright © 2020 by Standard & Poor's Financial Services LLC. All rights reserved.

No content (including ratings, credit-related analyses and data, valuations, model, software or other application or output therefrom) or any part thereof (Content) may be modified, reverse engineered, reproduced or distributed in any form by any means, or stored in a database or retrieval system, without the prior written permission of Standard & Poor's Financial Services LLC or its affiliates (collectively, S&P). The Content shall not be used for any unlawful or unauthorized purposes. S&P and any third-party providers, as well as their directors, officers, shareholders, employees or agents (collectively S&P Parties) do not guarantee the accuracy, completeness, timeliness or availability of the Content. S&P Parties are not responsible for any errors or omissions (negligent or otherwise), regardless of the cause, for the results obtained from the use of the Content, or for the security or maintenance of any data input by the user. The Content is provided on an "as is" basis. S&P PARTIES DISCLAIM ANY AND ALL EXPRESS OR IMPLIED WARRANTIES, INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, ANY WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE OR USE, FREEDOM FROM BUGS, SOFTWARE ERRORS OR DEFECTS, THAT THE CONTENT'S FUNCTIONING WILL BE UNINTERRUPTED OR THAT THE CONTENT WILL OPERATE WITH ANY SOFTWARE OR HARDWARE CONFIGURATION. In no event shall S&P Parties be liable to any party for any direct, indirect, incidental, exemplary, compensatory, punitive, special or consequential damages, costs, expenses, legal fees, or losses (including, without limitation, lost income or lost profits and opportunity costs or losses caused by negligence) in connection with any use of the Content even if advised of the possibility of such damages.

Credit-related and other analyses, including ratings, and statements in the Content are statements of opinion as of the date they are expressed and not statements of fact. S&P's opinions, analyses, and rating acknowledgment decisions (described below) are not recommendations to purchase, hold, or sell any securities or to make any investment decisions, and do not address the suitability of any security. S&P assumes no obligation to update the Content following publication in any form or format. The Content should not be relied on and is not a substitute for the skill, judgment and experience of the user, its management, employees, advisors and/or clients when making investment and other business decisions. S&P does not act as a fiduciary or an investment advisor except where registered as such. While S&P has obtained information from sources it believes to be reliable, S&P does not perform an audit and undertakes no duty of due diligence or independent verification of any information it receives. Rating-related publications may be published for a variety of reasons that are not necessarily dependent on action by rating committees, including, but not limited to, the publication of a periodic update on a credit rating and related analyses.

To the extent that regulatory authorities allow a rating agency to acknowledge in one jurisdiction a rating issued in another jurisdiction for certain regulatory purposes, S&P reserves the right to assign, withdraw, or suspend such acknowledgement at any time and in its sole discretion. S&P Parties disclaim any duty whatsoever arising out of the assignment, withdrawal, or suspension of an acknowledgment as well as any liability for any damage alleged to have been suffered on account thereof.

S&P keeps certain activities of its business units separate from each other in order to preserve the independence and objectivity of their respective activities. As a result, certain business units of S&P may have information that is not available to other S&P business units. S&P has established policies and procedures to maintain the confidentiality of certain nonpublic information received in connection with each analytical process.

S&P may receive compensation for its ratings and certain analyses, normally from issuers or underwriters of securities or from obligors. S&P reserves the right to disseminate its opinions and analyses. S&P's public ratings and analyses are made available on its Web sites, [www.standardandpoors.com](http://www.standardandpoors.com) (free of charge), and [www.capitaliq.com](http://www.capitaliq.com) (subscription), and may be distributed through other means, including via S&P publications and third-party redistributors. Additional information about our ratings fees is available at [www.standardandpoors.com/usratingsfees](http://www.standardandpoors.com/usratingsfees).

STANDARD & POOR'S, S&P and RATINGSDIRECT are registered trademarks of Standard & Poor's Financial Services LLC.